

Les subsides

● (1620)

Tous les terrains de camping encore en activité dans l'île ont réduit leurs effectifs de même que les heures de travail de leurs employés. Des centaines d'emplois ont été perdus parce qu'un ministère a pris une décision sans tenir compte des conséquences qu'elle aurait sur le tourisme.

Nous devons faire quelque chose pour coordonner les activités des différents ministères. Ceux-ci devraient se consulter entre eux de sorte qu'ils sauraient à l'avance quels effets une décision prise par un ministère peut avoir sur l'industrie touristique.

Notre parti estime qu'il faut coordonner ce genre de mesures pour que notre industrie touristique redevienne ce qu'elle était naguère. Il faudrait une personne dans chaque ministère qui examinerait la situation à la loupe pour avertir les responsables que toute décision qu'ils prendront pourrait nuire au tourisme et nous coûter des centaines de milliers d'emplois. Nous croyons qu'il faut agir de façon concertée et nous proposons au gouvernement de voir les choses sous cet angle. Il faut espérer que nous formerons le prochain gouvernement et nous étudierons alors l'état du tourisme au Canada.

Cela coûte cher de visiter notre pays, trop cher. Depuis le premier septembre de l'an dernier le gouvernement fédéral a majoré la taxe d'accise de 15.8 p. 100 sur le tabac et de 13.3 p. 100 sur les spiritueux. Ces hausses ont eu un effet d'entraînement partout au pays, par exemple des augmentations de la taxe provinciale et de la marge bénéficiaire, qui, au bout du compte, ont gonflé de 8 p. 100 le prix des spiritueux au détail.

Je ne dis pas que le gouvernement ne devrait pas imposer les spiritueux et le tabac ou qu'il faut encourager les gens à fumer et à boire davantage, mais il faut bien se rendre à l'évidence; les touristes aiment à prendre un verre de bière ou de vin tout en se reposant. Des taxes qui ne cessent d'augmenter nuisent forcément au tourisme.

Étant donné que les boissons alcoolisées coûtent plus cher, les hôtels et les restaurants font de moins bonnes affaires et ont plus de mal à soutenir la concurrence que naguère. Ils ne font pas le poids avec les établissements comparables des États-Unis. Avant qu'on ne décrète l'augmentation de la taxe sur les spiritueux, en septembre dernier, les spiritueux dans les restaurants de New-York coûtaient les trois quarts du prix de ceux des restaurants ontariens. Voilà un autre exemple de décisions mal éclairées de la part du gouvernement qui au bout du compte nuisent au tourisme. Bref de tels exemples montrent bien qu'on ne pense pas suffisamment aux conséquences qu'une décision d'un ministère peut avoir pour un secteur de notre économie.

En discutant de cette question à la Chambre aujourd'hui, nous espérons faire comprendre aux Canadiens l'importance du tourisme et les inciter à exiger du gouvernement qu'il fasse davantage pour ce secteur afin de créer le climat voulu pour permettre aux entreprises canadiennes de concurrencer leurs rivales des États-Unis.

Nous avons une véritable mine d'or au sud de notre frontière. Il y a là 250 millions d'Américains qui adoreraient venir passer quelque temps au Canada dans une atmosphère de détente. Ils aimeraient venir sur nos plages de l'Est et pêcher le saumon, par exemple. Je sais pourquoi ils ne viennent pas et vous le savez sans doute aussi, monsieur le Président. Vous venez, je crois, d'une région du Nouveau-Brunswick où il y a

beaucoup de tourisme. Nous savons tous deux que le principal problème de cette industrie c'est qu'elle paie trop d'impôts. Elle doit céder une trop grosse part de ses recettes au gouvernement et il ne lui en reste plus assez pour se moderniser et concurrencer le reste de l'Amérique du Nord.

J'aurais encore beaucoup à dire, mais mon temps de parole touche à sa fin. Je tiens à répéter que notre industrie touristique est l'un des secteurs clés de notre économie. Elle emploie des millions de personnes. Nous devons faire tout en notre pouvoir pour veiller à ce qu'elle obtienne l'attention qu'elle mérite.

M. le vice-président: Avez-vous des questions à poser, des observations à faire ou des réponses à donner? Nous continuons le débat.

M. Al MacBain (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je tiens à complimenter le député de la belle province de l'Île-du-Prince-Édouard pour les propos qu'il vient de tenir. Comme il l'a fait lui-même indirectement, j'invite tous les Canadiens à visiter sa province, surtout au printemps, en été et à l'automne.

Je voudrais remercier le député de Halton (M. Jelinek) d'avoir proposé cette motion. Il comprendra certainement que je ne peux pas y souscrire directement, mais elle nous permet néanmoins de faire valoir l'importance du tourisme pour certaines régions comme Niagara Falls, les provinces de l'Atlantique et Toronto qui est une grande ville touristique même si de nombreux Canadiens ne s'en rendent pas compte. Le député de Halton conviendra sans doute qu'un grand nombre d'Américains connaissent mieux les attraits touristiques de cette ville que certains de nos concitoyens.

Bien sûr, il est facile de rejeter sur le gouvernement fédéral la responsabilité du déficit touristique. Il est également facile de blâmer indirectement le gouvernement provincial pour les raisons qui ont été mentionnées. Je n'irai pas jusqu'à dire que le gouvernement fédéral ou le gouvernement de l'Ontario n'ont aucune part de responsabilité. Je sais que le secteur touristique a connu certaines difficultés à cause des taxes provinciales et fédérales imposées sur les boissons alcooliques. Je conviens avec tous ceux qui l'ont dit que nous ne pouvons pas continuer à augmenter les taxes fédérales ou provinciales sans nous rendre compte que cela cause du tort à l'industrie touristique.

● (1630)

Bien entendu, il faut tenir compte d'un autre facteur lorsqu'il est question du déficit de notre secteur touristique. Le Canada est un pays libre, heureusement. Par conséquent, nous pouvons faire dans une grande mesure comme bon nous semble. Bon nombre d'entre nous sont des oiseaux migrateurs, comme ils nous appellent en Caroline du Nord et du Sud. Nous sommes nombreux à émigrer vers le Sud en hiver, où le climat est plus clément, c'est le moins qu'on puisse dire. Un pays aussi riche que le Canada n'y peut rien, sans doute. Je ne sais pas si nous devrions tenter quelque intervention étant donné les conséquences néfastes de cette situation sur notre industrie touristique.

Par contre, il y a des domaines où nous pourrions agir. Je n'entrerai pas dans les détails. A titre d'exemple, bien des Canadiens vont skier à l'étranger. Ils ne sont pas du même